

Quelle économie pour la Troisième République

(Le point de vue de M. Endundo Bononge, PDG de l'Office des routes)

La faillite de l'économie zaïroise est évidente et est liée à plusieurs raisons que M. José Endundo Bononge, Pdg de l'Office des routes, a exposé dernièrement devant la chambre du commerce belgo-zaïroise lors d'un déjeuner-débat. Le mérite de cet homme est d'avoir diagnostiqué le mal et proposer sans complaisance des solutions drastiques de notre économie dans la troisième république. La tâche de redressement du Zaïre est énorme. Il s'agit pour lui d'abord de changer la mentalité des quarante millions d'habitants de ce pays, zaïrois et étrangers, face au travail, à l'argent et au bien public. Pour M. Endundo, le redressement économique est possible et peut se faire rapidement si l'Etat comprend que l'entrepreneur privé est son partenaire dans le développement. C'est le partenaire qu'il faut écouter, encourager et encadrer.

La fiscalité et le tourisme

Le Pdg de l'Office des routes cite en exemple pour gagner le par deux exemples ; la fiscalité et le tourisme.

- Une fiscalité juste, simple, participative qui implique tout le monde en publiant les résultats annuellement pour tous et inciter l'Etat à une utilisation rationnelle de ces fonds). Ajoutée à des mesures de facilitations de l'activité en exportant le plus grand nombre des produits.

- Une politique audacieuse et dynamique de tourisme permettra rapidement de faire bénéficier au pays des recettes immédiates en devises. Il s'agit pour cela de quelques mesures simples telles que la réouverture des aéroports internationaux, l'assouplissement des mesures d'immigration et de change.

Dimensions de la crise économique actuelle

Dans son analyse introductive, M. Endundo a constaté que l'économie zaïroise était entrée dans une longue phase décroissance depuis 1975 au point de créer les conditions explosives ayant abouti aux émeutes et pillage de septembre et octobre 1991. Le taux moyen annuel était de -0,4 %. Cela signifie qu'en moyenne la production et le revenu par habitant ont diminué de 40% en 15 ans. La baisse de la production a frappé les activités d'exportation. Elle était aggravée par la tendance à la baisse des prix à l'exportation ou des termes de l'échange.

Produits miniers	1974	1991
- Cuivre	499.699	219.500
- Cobalt	17.545	8.400
- Zinc	160.143	29.000
- Pétrole brut 1976 (barils)	9.075.057	1.328.479

Produits agricoles	1974	1991
- Café	77.700	43.371
- Cacao	4.662	3.393
- Caoutchouc	26.677	7.793
- Huile de palme	33.983	1.969
- Tourteaux de palmistes	39.388	2.530

Donc, baisse quantitative, baisse des cours, le cas du café est exemplaire. En 1986 le café rapportait au Zaïre 300 millions \$ US contre moins de 50 millions \$ US en 1991. Parmi les produits d'exportation, le seul dont la production n'a pas diminué est le diamant qui est devenu en 1992 la base de l'économie zaïroise.

Les conséquences

La baisse de la production a eu pour conséquences :

1. La réduction des recettes fiscales de l'Etat et des ressources en devises générées par les exportations. D'où le recours par l'Etat au financement monétaire du déficit budgétaire, impliquant une croissance inconsidérée de la masse monétaire par rapport aux besoins réels de l'économie et de fortes pressions inflationnistes. Depuis 1975, les taux d'inflation sont allés croissants pour atteindre 265 % en 1990 et 4.228 % en 1991. D'autre part, la réduction des recettes d'exportation consécutive à la baisse de la production et le gel de l'aide extérieure suite à des raisons politiques et économiques ont précité la dépréciation du zaïre-monnaie. Par ailleurs, il est apparu un phénomène nouveau : la pénurie des billets dans les circuits bancaires qui traduit en réalité l'effondrement des finances publiques et du système bancaire. D'où de fortes baisses de vente dans plusieurs secteurs.

2. Au plan des moyens de production, le renouvellement normal de l'outil de production n'a pas été assuré et les pillages de 1991 avaient de ce fait apporté un coup fatal à un appareil en état de délabrement avancé. Dans ce contexte, les entreprises en lutte pour leur maintien éprouvent des difficultés non seulement pour renouveler leurs équipements, mais également pour se procurer les intrants et pièces de rechanges nécessaires à leur fonctionnement.

3. Au plan social, M. Endundo Bononge a noté la montée du chômage. L'orateur a abordé dans un second chapitre les causes de crise économique actuelles dont 3 types susceptibles d'expliquer la situation de crise de l'économie zaïroise.

Il y a le poids de secteur primaire (agriculture, extraction minière et métallique) qu'il faudra prendre en compte sur le plan structurel. Il y a aussi le faible développement de l'industrie manufacturière, l'absence d'une volonté d'aménagement du territoire ayant conduit au délabrement de l'infrastructure routière, ferroviaire et de télécommunication.

Il y a les causes institutionnelles dont la forte centralisation des décisions économiques, par exemple : l'obtention d'un permis de séjour pour un étranger se fait à Kinshasa. Il en est de même de l'attestation fiscale et des demandes de dossiers de crédits (entre autres crédits documentaires), la multiplicité, la complexité, l'unicité, l'absurdité des impôts nationaux, des taxes administratives et locales et l'accroissement de la pression fiscale qui ont rendu la politique fiscale plutôt répressive qu'initiale, mettant les dirigeants d'entreprise dans une situation où la fraude devient la règle du jeu.

Enfin, il y a les causes liées aux mentalités, et comportements. Ainsi la népotisme et le clientélisme n'ont pas permis aux cadres compétents de contrôler la direction, des grandes entreprises de production. D'autres parts, les détournements des biens publics et privés ont entraîné des méthodes de gestion peu orthodoxes ayant occasionné des ponctions sur la trésorerie des entreprises et l'utilisation de l'aide extérieure au développement à des fins personnelles.

Propositions pour l'avenir

Face à cette situation, quelles peuvent être les propositions concrètes pour une meilleure organisation économique pour la troisième république au Zaïre ? Pour le Pdg de l'Office des routes, la réponse à cette

question est l'opinion économique fondamentale qui sera celle du libéralisme dans un Etat de droit. Cela implique un fort engagement de l'Etat en faveur du développement économique, notamment pour la restauration des infrastructures indispensables à la production. L'orientation de la production agricole pour redonner une économie aux zones rurales, améliorer l'approvisionnement des villes et supprimer les importations des produits alimentaires. La mobilisation des capitaux dont le pays a besoin.

Environ 500 millions \$ US par an. En diversifier au maximum les aides extérieures publiques, en rétablissant la confiance qui permettra à des capitaux privés étrangers de s'en servir durablement au Zaïre. Il est question d'instaurer la rigueur et la transparence dans la gestion des finances publiques.

Les actions à entreprendre et les réformes à engager sont des plusieurs ordres. La première orientation concerne les priorités dans les investissements publics en ce qui concerne les voies de communications (routes, rivières et fleuves) et d'autre part les télécommunications. Une seconde action consistera dans la reconstruction d'un système bancaire digne de nom. Il s'agit de reconstruction, car la circulation de la monnaie est devenue totalement anarchique, la Banque du Zaïre ayant perdu son rôle régulateur. Une tâche prioritaire pour cette administration des finances renouvelée sera de rétablir la justice et l'égalité devant l'impôt. La 3ème république doit opérer un choix en faveur de l'agriculture nationale qui se heurte à la concurrence sur le marché mondial des produits alimentaires subventionnés dans leur pays d'origine et vendus à bas prix.

Congo-Léo

Le "nouveau protestantisme" en situation de dictature

Le Dr Philippe B. Kabongo-Mbaya, théologien, sociologue et pasteur congolais au sein du protestantisme français, vient de publier aux éditions Karthala à Paris, "L'Eglise du Christ au Zaïre - formation et adaptation d'un protestantisme en situation de dictature".

Dans l'esprit de démocratie politique et culturelle de l'après conférence nationale souveraine qui électrise Congo-Kinshasa ; après l'enfantement par "césarienne" du Haut conseil de la République", l'air du temps est propice à l'examen des questions qui nécessitent des réponses claires, directes et libératrices des perversions sinistres de la 2è République.

La 2è République refuse de mourir

On peut se demander si l'auteur du livre mentionné ci-dessus nous permettrait d'espérer y trouver des passages concernant la "fabrication" de nouveaux évêques protestants : un épiscopat sans succession directe.

Il nous tarde encore de nous

plonger dans ces pages courageuses ; mais déjà, on a de bonnes raisons de croire que le Dr Kabongo écrit en tant que porte-parole des "sans voix". Ecrivain pour un large public, il parle avec la voix et le cœur des milliers des Congolais qui n'osent encore crier tout haut ce qui se dit à voix basse sur les formes subtiles de dictature intouchable au sein de l'Eglise du Christ au Zaïre. Etant "sans voix", ils continuent à murmurer leurs plaintes dans le ventre. Grâce aux "dieux", les préoccupations de ces prisonniers du silence sont aujourd'hui portées au grand jour.

Bernard Vignot, premier lecteur, soulignant l'intérêt de ce travail, précise qu'il se trouve dans la réflexion qu'il sera possible de faire sur le développement, au sein de l'E.C.Z., d'une "idéologie totalitaire" qui s'est imposée au sein des communautés membres.

Le pasteur Kabongo n'a pas hésité, une seule minute, à comparer l'E.C.Z. à l'Eglise allemande de "à l'époque nazie" : type de fonctionnement imposé, imposition acceptée au sein de l'Eglise de l'idéologie nationaliste de la 2è République. Et on sait, malgré

le succès éclatant de "l'apostolat politique" de Monseigneur le Président Laurent Monsengwo, que la 2è République refuse toujours de mourir de sa belle mort.

La chose est claire : l'E.C.Z. a toujours pratiqué un suivisme, à doses modérées, sans doute, mais le plus souvent tapageux, du mobutisme. D'où le mythe ainsi formulé par un éminent théologien congolais, professeur des saintes lettres : Papa Bok ne quittera la tête de l'E.C.Z. qu'au retour du Christ. Entendons par là, la fin du règne de Mobutu.

Heureusement, la Conférence nationale souveraine a brisé tous les mythes des "présidents à vie", à l'entrée des Zaïrois dans la République Fédérale du Congo. Les douleurs de l'enfantement de la 3è République, à travers les "bras de fer" successifs entre Mobutu et Tshisekedi, laissent présager la réalisation du souhait des protestants anti-dictatoriaux : le retour au Conseil Protestant du Congo. L'opération consisterait à transmuter le protestantisme du temps colonial et de la 2è République, purgé de "l'idéologie totalitaire" dénoncée par notre ami

Kabongo, en un "nouveau protestantisme".

Sur les traces de la foi de nos pères

C'est tout le problème de la décolonisation et de l'inculturation du protestantisme qui est posé. Inculturation, ce maître mot du discours théologique qui se déploie au sein de l'Association Océanographique des Théologues Africains (AOTA).

Le pasteur Kabongo évoque successivement l'histoire de l'évangélisation, tant catholique que protestante de l'ex-Congo-Belge, qu'il situe dans le contexte colonial face au pouvoir politique issu de la colonisation. Son étude a le mérite d'être très fouillée et détaillée ; il n'a oublié aucun élément permettant au lecteur d'évaluer les forces en présence (catholique - protestante - Etat totalitaire). Depuis 1971, il est en France, comme étudiant puis chercheur.

Pendant le temps de sa recherche en socio-histoire sur le protestantisme

zaïrois, il a découvert tellement des choses sur le projet de l'Eglise qu'il a dû accepter le risque d'en dénoncer un bon nombre.

Durant les mandats pastoral puis épiscopal de Papa Bokoleale à la présidence de l'E.C.Z., " nous étions encore, sous le règne implacable de la 2è République réputée bras séculier de l'E.C.Z."

Un jour, il nous dira les raisons pour lesquelles il a dû prendre un poste pastoral en France. Toujours est-il que "les évolutions actuelles, dans le champ politique et même dans l'espace ecclésial, finiront par aboutir", observe-t-il avant de tirer cette conclusion prophétique. "Le pluralisme d'opinion qui s'instaure péniblement chez nous réclame que nous fassions preuve d'imagination et d'audace..."

Nos parents ont souffert pour ce protestantisme qui reste notre commun héritage ; à nous de poursuivre l'œuvre de vie et de témoignage du protestantisme congolais".

Bongeye Senza Masa
à Kigali